



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Trop c'est trop

Trop de lait, de baisses de prix, trop peu de compréhension

Il le fallait; il fallait agir de manière forte pour donner un coup de pied dans la fourmilière. Et ce ne sera probablement pas le dernier. Uniterre a initié avec BIG-M la grève du lait en 2008. Il a manifesté devant ELSA pour condamner le comportement de cet intermédiaire dans le marché laitier. Il s'est rassemblé devant l'OFAG pour dénoncer le laxisme dont cet office faisait preuve dans l'octroi des quantités supplémentaires et le suivi. Il a dénoncé à Ependes la construction de grandes exploitations et la publicité trompeuse des grands distributeurs qui font tout pour faire passer l'image «petite fleur» tout en poussant -par leur pression sur les prix- à produire plus, à construire grand.

Parallèlement, depuis la fin 2008, les prix ont baissé. En Suisse comme en Europe. Nos collègues français au bord de la crise ou de la grève touchent 21 cts d'euro par litre. En Suisse, la moyenne se situe entre 50-55cts/litre. Un scandale. Quant on sait que pour tourner il faudrait entre 1.- et 1,10.-/litre, les paysans n'en touchent donc que la moitié.

Ce qu'Uniterre constate, et d'autres observateurs ainsi que les médias peuvent le confirmer: ça ne va plus durer longtemps avant d'exploser. Les acheteurs de lait continuent de tirer sur la corde, à petits coups, mais elle va se briser. Et le contre-coup va se faire sentir. Comment est-il possible que ces acheteurs continuent de fanfaronner comme ils le font, disant notamment que le prix est encore trop haut?

L'action d'Uniterre-Fribourg -soutenue par l'ensemble des autres sections- le 18 mai dernier à Pringy, a été un acte fort qui a poussé les limites des actions un peu plus loin. C'est un appel, un avertissement. Personne ne le fait de gaîté de coeur, d'autant que des collègues étaient bloqués dans



Vives tensions à Pringy, lors de l'action du 18 mai pour dénoncer le non-respect du règlement.

la salle du 1^{er} étage. Mais cela devait être fait, car des décisions prises en assemblée n'étaient pas respectées par les responsables de la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie. En l'occurrence: agir sur les quantités supplémentaires en cas de crise sur le marché. De plus, on ne peut cacher que la région fribourgeoise n'a pas toujours été la plus coopératrice pour chercher des solutions d'ensemble permettant de faire avancer le regroupement de l'offre et la régulation des quantités. Pour tous, Fribourgeois et collègues d'autres cantons, cette action et sa forme se justifiaient. Si le prix continue de baisser, la FSFL portera une grande part de responsabilité. Il n'est de loin pas impossible qu'Uniterre agisse dans le futur sur d'autres acteurs du secteur agro-alimentaire; ceux qui tirent les ficelles du marché. Toutes ces actions ponctuelles et fortes s'inscrivent dans une

lutte légitime sur le long terme qui est celle de vivre de son travail et d'être rémunéré correctement par un prix rémunérateur. Uniterre ne lâchera pas la pression et fera preuve d'une originalité et d'une force croissante dans ses actions, décidées avec ses membres, et ceci en raison de l'urgence de la situation.

En ce qui concerne les quantités: il faut pouvoir faire admettre que les quantités de base soient payées à 1.-/litre, que les quantités supplémentaires ne soient coulées qu'en fonction des réels besoins du marché et donc payées également 1.- par litre. Quant aux quantités de «désengorgement», payées actuellement à 25cts/litre, il faut pouvoir obtenir que les producteurs puissent renoncer à les produire. Nul ne doit être tenu de produire à un tel prix. Ce sera déjà tout cela en moins de coulé.



Marché laitier

Mobilisations

Pages 2-3



Epidemies

Etat grippal

Page 4



Inde

Sans terre en action

Page 6



AG UNITERRE

3 juillet, 20h, Vaulruz

Page 7

MARCHÉ LAITIER

Plusieurs centaines en Suisse et plus de 25'000 en Europe: les producteurs de lait se mobilisent

Le 29 avril, les producteurs de lait de toute l'Europe se sont mobilisés de différentes manières pour dénoncer la dérive du marché laitier. Aujourd'hui, dans de nombreux pays européens et en Suisse, le prix payé au producteur représente à peine plus que la moitié de ce qui correspondrait à un prix rémunérateur. Voici les reflets de l'action en Suisse qui a dénoncé le double discours des distributeurs.

L'exploitation laitière idéale des grands distributeurs... loin de l'image marketing «Heidi, petites fleurs et animaux heureux»

De nombreux producteurs provenant de toute la Suisse se sont réunis proche du chantier de la nouvelle halle de production de lait du Château d'Ependes pour dénoncer la stratégie insufflée par les grands distributeurs. Ils ont manifesté leur ras-le-bol et leur préoccupation, comme des milliers d'autres producteurs dans 14 pays d'Europe, face aux perspectives catastrophiques du secteur laitier. Les prix sont en chute libre et l'abandon du contingentement laitier tout proche ne laisse présager aucune amélioration.

«Produisez autant de lait que vous voulez, on s'occupe du reste». Cette phrase symbole de l'agriculture suisse d'après-guerre, est remise au goût du jour par les acheteurs de lait. Les décisions concernant le marché laitier ne se prennent désormais plus à Berne, mais à Estavayer-le-Lac, Villars sur Glâne, Lucerne, Hochdorf, à Zürich ou à Bâle. L'Etat dans l'Etat est bien là. A quand l'arrivée des nouveaux kolkhozes laitiers privés?

A voir la construction d'Ependes, ils pourraient pointer le bout de leur nez rapidement. Cette nouvelle halle de production de lait, sise sur un domaine appartenant à la sucrerie d'Aarberg, devrait entrer en fonction en mai. Elle va produire plusieurs centaines de milliers de litres de lait supplémentaires par an (de 400'000 litres actuellement à 1,2 millions ensuite). Alors que le marché laitier n'est pas extensible et qu'il est déjà saturé, ces quantités de lait supplémentaires vont aggraver la situation, surcharger le marché, faire pression sur les prix et concurrencer les exploitations déjà en production.

La distribution et leurs transformateurs cherchent à maîtriser le dernier maillon de la chaîne: la production

Par des contrats directs – ils contournent les organisations de producteurs – et par la construction de nouvelles grandes halles de production, ils intègrent encore plus à fond la filière lait.

Ils cherchent visiblement à maîtriser complètement l'échelon manquant, à savoir la production. Jusqu'à aujourd'hui, il n'est pas démontré que de l'argent provenant directement des distributeurs ait été investi dans le projet. Mais le fait qu'il se fasse sur un domaine appartenant à une industrie et non à une famille paysanne est assez troublant. Il ne serait pas surprenant que de nouvelles halles de ce type se construisent ailleurs en Suisse. Une affaire à suivre notamment au regard de la volonté du législateur qui a toujours été de favoriser les exploitations en mains «familiales».

Les grands transformateurs favorables à la déprise rurale

La halle se trouve proche de l'autoroute. Les transformateurs pourront donc compter sur une réduction sensible des coûts de transport. Cette logique de l'avantage comparatif dans la production met en cause le principe de l'occupation décentralisée du territoire et le droit de produire de chacun. Une exploitation moins concurrentielle car en zone périphérique, ou hors des critères décidés par l'acheteur, arrête ses investissements et la production. C'est une menace directe sur l'économie et les emplois de nombreuses régions excentrées de Suisse.

Cette situation est d'ailleurs déjà bien réelle dans d'autres pays; raison pour laquelle des dizaines de milliers de producteurs manifestent aujourd'hui dans toutes l'Europe.

Nombre de transformateurs se positionnent clairement en faveur d'une intensification de la production en plaine et une déprise rurale radicale dans les zones les moins favorables. Les fermes «Heidi» tant mise en avant par le marketing de MIGROS, ou «naturafarm» prônée par la pub de COOP, pourraient bien être les premières à mettre la clé sous le paillason.

Avenir: segmentation de la production et attribution d'un droit de produire

Si des halles de ce type devaient se multiplier, l'ensemble des familles paysannes pourrait perdre la garantie de pouvoir produire du lait. L'enjeu est donc important.

La solution passe par la définition de ce qu'est la quantité de base de lait nécessaire à alimenter le marché

national à un prix équitable. Une fois la quantité définie, les producteurs, où qu'ils soient sur le territoire, doivent pouvoir en produire une partie. Chacun doit obtenir un droit de production et doit être payé équitablement pour ce qu'il produit. Le producteur devrait de plus avoir le choix de ne pas produire des quantités de lait qui seraient moins bien valorisées (ce qui n'est actuellement pas le cas). Sans cela, les halles de production d'Ependes pourraient fleurir en nombre dans le paysage laitier suisse et le chaos sera inévitable.

A Uniterre, nous sommes persuadés que les buveurs de lait «Heidi» ou «Pro Montagna», comme une grande partie des consommatrices et consommateurs de ce pays, ne partagent pas la vision des grands distributeurs pour la production laitière. Or c'est vers celle-là que l'on se dirige.

- Uniterre revendique une production laitière viable pour toutes les familles paysannes. Le syndicat exige que l'ensemble des fermes laitières de ce pays obtienne un droit de produire pour le marché suisse.

- Il est urgent d'adapter les quantités au prix. Et non l'inverse, comme actuellement. Les producteurs suisses et européens doivent obtenir des prix équitables, adaptés aux conditions socio-économiques de leur pays. En Suisse ce prix devrait être de 1 Fr/kg à 1.10 Fr/kg de lait au producteur, ce qui permettrait de couvrir les coûts de production et de rétribuer correctement le travail de la famille paysanne.

- L'achat et le transport du lait doivent être également assurés sur tout le territoire.

Uniterre souhaite en plus que toute la lumière soit faite sur le financement de la halle d'Ependes et sur toutes nouvelles structures de ce type qui pourraient voir le jour en Suisse. Nous estimons qu'il est dangereux pour l'avenir de toutes les familles paysannes que les grands groupes nationaux – voire internationaux, qui sait? – s'intègrent dans la production en profitant de la fin des contingentements laitiers. Ceci est totalement contraire au principe de souveraineté alimentaire.

Nicolas Bezençon
29 avril 2009

Un «bel» exemple

Lors de la manifestation, le président de la S.A. des domaines de la sucrerie d'Aarberg a pris la parole pour défendre la stratégie poursuivie: produire plus d'un million de kilos de lait et gérer quelques centaines d'hectares répartis sur différents domaines est l'unique solution pour garantir le revenu de 3 à 4 familles sans paiements directs.

La situation géographique, toute proche de l'autoroute, et la topographie, pourraient aussi favoriser une production avec des coûts plus faibles.

Quant à l'investissement pour cette étable, les conditions favorables octroyées pendant quelques années aux domaines de la sucrerie pourraient-ils expliquer l'autofinancement? Ce n'est pas impossible.

Mais finalement, la question à se poser est: est-ce ce type de structure que nous souhaitons? Au fil des ans, elle est passée d'une dizaine de collaborateurs à quelques personnes. Ne préfère-t-on pas avoir des domaines qui emploient de nombreuses personnes et qui sont largement répartis sur l'ensemble du territoire, garantissant également une vie dans les vallées périphériques?

C'est du moins ce que la Constitution suisse souhaite. Mais celle-ci plie quelque fois le dos sous les coups du «marché à tout prix».

VHM

C'est du bidon!

Quelques centimes qui provoqueront le naufrage des paysans. Les distributeurs annoncent une baisse aux consommateurs! Merveilleux: chaque habitant économisera ainsi près de 4.- sur son budget annuel. A l'autre bout de la chaîne, les producteurs se retrouvent avec un prix du lait de 55cts/litre environ... alors qu'on estime qu'il faudrait entre 1.- à 1,10.-/litre pour couvrir les coûts. Jusqu'à quand l'impunité??? La boille est prête à implorer et quand le lait monte, ça fait des dégâts.

Ailleurs, quelques entrepreneurs qui abusent sont remis ces temps à leur place par leurs employés... attention au vent du boulet.

VHM

MARCHÉ LAITIER

Les mobilisations en Europe...

Dans un grand nombre de pays, les prix payés aux producteurs sont tombés à un niveau qui non seulement n'offre aucune perspective mais met aussi l'existence des exploitations en danger. L'existence des exploitations, pour parler rationnel. Mais en fait, il est ici question des moyens d'existence de nombreuses familles de producteurs, de moyens d'existence de femmes, hommes et enfants ! Ce qui est en jeu, c'est une production de lait qui assure sur l'ensemble du territoire l'approvisionnement local des consommateurs en produits laitiers frais!

Echos du 29 avril

En France, plus de 60 préfectures ont vu des rassemblements de l'OPL et de l'APLI devant leurs portes et plus de 4'000 lettres ont été remises pour exposer les revendications des producteurs laitiers. Une des délégations s'est entretenue avec le Ministère français de l'agriculture en appelant à la nécessité d'engager des mesures politiques permettant d'assurer une régulation des quotas: «Le temps pour un marché sans règles dans l'esprit du laisser faire est révolu. Il nous faut un prix du lait équitable. Et il nous le faut maintenant!»

En Espagne, les mobilisations se succèdent. Le 16 avril déjà, plus de 5'000 producteurs laitiers étaient descendus dans les rues de la capitale espagnole, Madrid, pour protester bruyamment contre les conditions dramatiques que subit l'agriculture. A peine deux semaines plus tard, la fédération laitière espagnole Federación Española de Empresarios Productores de Leche (PROLEC) embrayait sur une nouvelle action pour rechercher des solutions constructives avec tous les acteurs du secteur laitier. 400 producteurs laitiers ont répondu à cette invitation pour s'entretenir dans la ville de Lleida au Nord de l'Espagne avec des représentants de la politique et de l'industrie ainsi que des consommateurs. La Directrice générale du département Agriculture et Elevage de l'administration régionale catalane Rosa Cubel promet d'aider les producteurs à sortir de cette crise des prix du lait.

L'Allemagne a connu à nouveau une forte mobilisation de 13'000 producteurs laitiers qui se sont réunis à Hanovre et Stuttgart. BDM avait choisi une ville du Nord et une ville du Sud de l'Allemagne pour protester devant les ministères de l'agriculture. A Hanovre, le président de la BDM, Romuald Schaber, déclara devant 3'000 producteurs laitiers que c'est seulement en adaptant avec souplesse l'offre à la demande qu'il sera possible d'obtenir durablement des prix du lait rémunérateurs. Environ 10'000 éleveurs s'étaient aussi rendus avec leurs tracteurs à Stuttgart pour manifester devant le Ministère de l'agriculture situé sur Kernerplatz.

Au Danemark, c'est autour d'une grande table ronde que les producteurs laitiers danois ont discuté avec les candidats au Parlement européen et des organisations politiques sur les possibilités de mettre

en place une régulation des quotas. Les candidats au Parlement européen ont déclaré pouvoir tout à fait comprendre les problèmes du secteur laitier et ne refusent pas aux producteurs laitiers le droit d'instaurer leur propre système de régulation. Ils émettaient toutefois des doutes sur une éventuelle participation de l'UE à un tel système.



Plus de 1'500 producteurs de lait et 300 tracteurs devant le Parlement en Autriche.

En Ecosse la vue qui s'offrait aux yeux des parlementaires écossais qui regardaient par la fenêtre à Edimbourg était quelque peu inhabituelle. Accompagnée de l'union agricole écossaise NFUS (National Farmers Union of Scotland), la fédération DFOS (Dairy Farmers of Scotland) s'était installée devant le Parlement de la capitale écossaise avec des producteurs laitiers, des veaux et ses Justines blanches et bleues. Ces producteurs recherchaient le dialogue avec les politiques qui d'ailleurs ne tardèrent pas à sortir pour se livrer à une discussion. Les nombreux journalistes présents furent témoins des débats intenses que menèrent plus de 30 parlementaires de tous les partis politiques avec 80 producteurs laitiers sur la situation des prix du lait. Les parlementaires promirent de s'engager pour défendre un meilleur prix du lait. L'action de DFOS et NFUS apporta également des résultats concrets: de nombreuses photos au motif particulièrement prisé de «La rencontre du veau et des politiques» furent prises et un accord fut aussi trouvé sur un sommet laitier. Sa date est maintenant fixée au 27 mai.

Quant à l'Autriche, c'est déjà la veille, le 28 avril au petit matin, que

des tracteurs se sont mis en route des coins les plus reculés de l'Autriche pour franchir les 500 kilomètres qui les séparaient de la capitale autrichienne et arriver à temps pour la journée d'action. Plus de 300 tracteurs et plus de 1'500 producteurs laitiers firent sensation dans le centre ville viennois et devant le Parlement.

Et la suite? 25 mai!

Lors d'un récent entretien avec la Commission européenne, il est clairement ressorti qu'elle ne voudrait en aucun cas revenir sur la dévalorisation des quotas qui s'inscrit dans la libéralisation des marchés laitiers.

Pour les producteurs laitiers, cette position signifie qu'il leur faudra exercer plus de pression sur les politiques nationales. Ces derniers sont les seuls à pouvoir inciter la Commission à changer de cap et à adopter la politique laitière réclamée par les producteurs laitiers et les consommateurs. C'est pourquoi, les 25 mai 2009, à l'occasion de la conférence des Ministres européens de l'agriculture qui se tiendra à Bruxelles, une action «l'étable en déplacement» sera organisée. Elle verra un millier de producteurs laitiers des pays d'EMB se rendre au centre politique de l'Europe. Des actions sont également prévues pour la rencontre informelle des Ministres qui suivra à Prague. Il est encore une fois capital d'obtenir une forte mobilisation des producteurs laitiers.

EMB, adaptation Valentina Hemmeler Maïga

Solidarité avec les paysannes allemandes qui manifestent

Des producteurs de lait de nombreux pays européens se solidarisent avec les paysannes et leur action forte.

«Nous suivons cette action avec beaucoup d'intérêt et nous envoyons nos messages de solidarité aux paysannes qui se sont engagées de manière vigoureuse». Comme Rudi Berli, du syndicat paysan suisse Uniterre, de nombreuses organisations membres d'EMB de différents pays européens se sont montrées solidaires avec les productrices de lait allemandes qui manifestent depuis 5 jours devant la Chancellerie fédérale à Berlin.

«Nous sommes impressionnés de la force de nos collègues allemandes» explique Sietta van Keimpema de l'organisation hollandaise DDB (Dutch Dairymen Board). Des messages de soutien sont également parvenus d'Irlande, d'Espagne, d'Ecosse et d'autres arriveront dans le courant de la journée de divers pays. 250-300 paysannes demandent à la Chancellerie allemande Angela Merkel de convoquer d'urgence un «sommet du lait» et de prendre enfin en compte la situation catastrophique du marché laitier. Rudi Berli rappelle la portée immense de la crise laitière européenne. «Les productrices de lait à Berlin ne s'engagent pas seulement pour les producteurs de lait allemands. Dans l'ensemble de l'Europe la situation est tout aussi problématique et des solutions structurelles doivent être trouvées très rapidement». Pour ce faire, dans les semaines qui suivent, des actions des organisations membres d'EMB auront lieu dans l'ensemble de l'Europe. Le 25 mai, une action d'envergure aura lieu à Bruxelles devant le Parlement.

Ce sera l'occasion pour les producteurs de lait européens d'apporter une fois de plus, de manière unie et forte, leur revendication d'une régulation souple des quantités.

EMB, Hamm 15 mai 2009

Peau neuve pour le site EMB

Tout nouveau, beaucoup plus pratique et fonctionnel. Il vaut la peine de découvrir la nouvelle présentation internet de l'organisation des productrices de lait européens.

Vous avez la possibilité de télécharger des documents et photos en haute résolution.

www.europeanmilkboard.org

EPIDEMIES

Mécanisme grippé?

La grippe-A H1N1 ou -comme elle a été baptisée dans les premiers jours «grippe porcine»- permet, au-delà des questions d'épidémie, de mettre en lumière l'élevage industriel. Plusieurs sources concordantes laissent entrevoir qu'une fois de plus, les élevages industriels à grande échelle ne sont pas étrangers à la multiplication de ce type d'épidémie et à la virulence des souches de virus.

Comme lors de la grippe aviaire, de très forts soupçons planent sur les élevages industriels qui auraient pu être les foyers de départ de ce type de maladie et des vecteurs incontestables de propagation. S'il est peut-être théoriquement plus «facile» de gérer une maladie dans des milieux confinés et ultra sophistiqués que dans des basses-cours villageoises, il faudrait qu'en pratique, les sociétés qui gèrent ces élevages industriels, ou leurs gérants, «n'oublent pas» de déclarer une maladie. Or, dans bien des cas, les responsables de ces mega-porcherie sont peu prompts à suivre toutes les lois et à jouer la transparence. C'est souvent cette «négligence coupable» qui a amené à des situations incontrôlables.

Smithfield Foods sous la loupe

A proximité d'où la grippe-A H1N1 a démarré, une société transnationale d'élevage industriel de porcs, Smithfield Foods, s'est implantée via sa filiale locale Granja Carroll.

Depuis plusieurs mois déjà, la communauté de la Gloria, voisine de la porcherie, avait averti les autorités de problèmes respiratoires qu'ils attribuaient à la présence de la porcherie. Smithfield Foods a toujours nié toute connexion entre ses activités et les symptômes respiratoires dont souffraient 60% des personnes vivant dans cette communauté. Le premier cas de grippe-A a néanmoins été diagnostiqué sur un petit garçon de 4 ans dans cette communauté le 2 avril 2009. C'est seulement à ce moment que les plaintes, qui duraient depuis plusieurs mois et qui avaient été étouffées, ont éclaté dans la presse.

Cocktail explosif que la proximité d'élevages intensifs de porcs et de volailles pour des recombinaisons virales permettant l'émergence de nouvelles souches plus virulentes de grippe. C'est le cas ici puisque dans la région voisine de la Gloria, de nombreux élevages intensifs de volailles sont également présents.

Délocalisation des problèmes et nuisances

Un des problèmes des élevages hautement industriels, qui sont des bombes à retardement pour les épidémies mondiales, c'est qu'ils sont, en raison de nos lois toujours plus sévères en terme d'impact environnemental et de protection des animaux, de plus en plus délocalisés dans des pays émergents. Les sociétés transnationales cherchent de plus à les implanter dans les communautés

les plus pauvres qui peuvent fournir de la main d'oeuvre bon marché à la recherche de n'importe quel emploi. Elle ont souvent peur de témoigner des nuisances, de crainte d'une répression provenant de leurs nouveaux employeurs ou de l'Etat, soucieux de garantir des investissements étrangers.

Un géant qui écrase tout...

Smithfield délocalise toujours plus sa production. Elle a investi largement en Europe de l'Est, principalement en Pologne et en Roumanie. La venue de cette entreprise a radicalement modifié la structure agricole de cette région. Elle a créé une filière parfaitement intégrée verticalement, avec des usines d'aliments,

ont détruits les lagunes adjacentes aux élevages qui permettaient de confiner le lisier. La rupture des digues a provoqué de vastes pollutions des sols et des eaux.

La venue d'entreprises comme Smithfield en Roumanie a fait baisser le nombre d'éleveurs de porcs de 90% en quelques petites années. Ils sont passés de 477'000 en 2003 à 52'100 en 2007. Les petits éleveurs n'ont pas tenu face au mastodonte Smithfield. L'entreprise a remplacé les petits paysans par 900 personnes sous contrat et achète les céréales nécessaires auprès de 100 agriculteurs. Aujourd'hui Smithfield est le premier producteur de porcs en Roumanie (environ 600'000 porcs/an) et possède 20'000 hectares de terre.



Etat de l'Iowa, 2003: des cadavres de porcs sous le soleil qui attendent d'être évacués.

des porcherie abritant plusieurs milliers de porcs et des abattoirs. Un certain nombre de ces installations n'ont pas reçu les agréments environnementaux. Les usines se construisent très, trop vite, les porcelets naissent encore plus rapidement ce qui fait qu'ils n'ont quelque fois même plus la place pour les loger. Cette promiscuité favorise l'émergence de maladies. Déjà en 2007, 67'000 porcs sont morts ou ont été éliminés en Pologne pour éviter la propagation de la fièvre porcine.

Evolution structurelle

L'arrivée de société telle que Smithfield Foods a provoqué des modifications extrême de la structure de la filière. Aux Etats-Unis tout d'abord, entre 1980 et 2005, le nombre d'élevage de porcs a chuté de 90% passant de 667'000 fermes à 67'000. Mais en 1999, un ouragan a mis un frein au développement de ce type d'élevage. Les pluies torrentielles

l'environnement. Elle a construit à l'ouest de la Roumanie des réservoirs métalliques pour les déjections afin d'injecter les déchets dans le sol. Les odeurs sont insupportables et les fuites dans les nappes sont régulières. Les émissions de gaz dans l'air ont augmenté dans certaines régions de plus de 65% en 5 ans.

Soutiens financiers

L'entreprise a su jouer sur tous les tableaux puisqu'elle arrive à obtenir des aides de l'Union européenne: pour ses porcs, pour les terres cultivées à côté de ses porcherie, ou via des soutiens destinés aux projets agricoles des nouveaux Etats de l'Union.

A l'époque, aux Etats-Unis, sa «générosité» dans le financement de campagnes électorales locales ou fédérales lui a permis d'obtenir bien rapidement les autorisations de construire nécessaires. Smithfield se défend en arguant que ses projets permettent des investissements importants dans les zones pauvres d'Europe et qu'ils se sont engagés à réinvestir les bénéfices localement (essentiellement dans le renforcement de la filière industrielle).

Ouvriers de l'industrie visés

Smithfield a aussi été visée par les critiques en 2007 pour ses pratiques envers ses employés. Dans son usine en Caroline du Nord, les infractions aux droits des travailleurs étaient de notoriété publique, allant des licenciements illégaux, intimidations, agressions, utilisation d'injures raciales et espionnage des travailleurs. Dans une série d'articles, le New York Times a montré comment la compagnie alimentait les tensions raciales entre les travailleurs de différentes couleurs et origines, comme les noirs, les blancs et les latino-américains. Human Rights Watch a aussi dénoncé les agissements de l'entreprise qui a depuis tenté de se retourner contre les syndicats (UFCW-United Food and Commercial Workers Union) pour empêcher la dénonciation publique de ses abus.

La mondialisation et le libre-échange ce sont aussi des pratiques sociales, environnementales et ethologiques peu respectables qui se généralisent. Au profit de qui?

Valentina Hemmeler Maïga

Sources:

- www.grain.org/acontrecourant/
- «A U.S. giant storms into Eastern Europe», International Herald Tribune, 06.05.2009

L'environnement sacrifié

Les méthodes intensives qu'applique Smithfield sont dévastatrice pour

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Un accord de libre échange particulièrement inadmissible...

A la demande d'Alliance sud, de la Déclaration de Berne et du groupe de travail Suisse-Colombie, 33 organisations suisses demandent aux Conseillers nationaux un moratoire sur la ratification de l'accord de libre échange avec la Colombie. Uniterre est co-signataire de cette lettre adressée nominativement à tous les Conseillers nationaux qui devront aborder ce sujet à la fin mai. En voici le contenu.

«La Colombie est un pays en conflit, très instable politiquement avec de graves et systématiques atteintes aux droits humains. La Direction du développement et de la coopération (DDC) reconnaît cette situation, qu'elle qualifie explicitement de crise humanitaire.

En mars 2009, le gouvernement norvégien, partenaire de la Suisse au sein de l'AELE aux côtés du Liechtenstein et de l'Islande, a retardé la ratification de l'accord à cause de la situation des droits humains en Colombie. Il demande des clarifications au gouvernement colombien et prévoit une visite d'évaluation sur place. La Norvège a ainsi emboîté le pas aux Etats-Unis, où la ratification d'un accord similaire est bloquée depuis plusieurs mois pour les mêmes raisons. En Colombie, le mouvement de protestation à l'égard de la politique de conclusion tous azimuts d'accords bilatéraux de libre-échange par le gouvernement Uribe prend aussi de l'ampleur.

Les 33 organisations signataires estiment qu'en l'état actuel une ratification de l'accord de libre-échange par la Suisse est inacceptable et aurait de graves conséquences sur la cohérence et la crédibilité de la politique extérieure de la Suisse.

L'article 54 al. 2 de la Constitution

fédérale fait du respect des droits humains l'un des cinq objectifs principaux de la politique extérieure de la Suisse. Notre pays compte parmi les champions des droits humains. Il est le dépositaire des Conventions de Genève et accueille sur son territoire le siège du Conseil des droits de l'homme. Ces dernières années, le DFAE a mené une politique de paix et de droits humains engagée et ainsi renforcé l'influence et la réputation de la Suisse sur le plan international. En Colombie, la Confédération gère et finance des programmes concrets de promotion des droits humains en collaboration avec le gouvernement et la société civile.

Or, l'Accord de libre-échange négocié avec la Colombie, à caractère purement commercial et de portée très large, n'intègre pas du tout les questions sociales, écologiques et de droits humains, à l'exception d'une évocation très générale dans le préambule. La problématique des droits humains en Colombie n'apparaît ni dans le mandat de négociations, ni dans les informations publiques (fact sheet ou site Internet du Seco ou de l'AELE).

La Suisse peut-elle en toute quiétude continuer à pratiquer cette séparation stricte entre la politique commerciale et la politique de développement et

de promotion des droits humains? Les organisations signataires ne le pensent pas, en particulier avec la Colombie. En effet, même si la sécurité s'est globalement améliorée ces dernières années dans le pays, la situation est loin d'être uniforme. Les violences ont augmenté dans certaines régions et envers certaines catégories de personnes comme les syndicalistes et les indigènes (assassinats et déplacements). On ne peut nier qu'il existe un lien complexe entre la politique économique du gouvernement colombien, axée sur une exploitation intensive des ressources naturelles et agricoles du pays, et les violations des droits humains. Par conséquent, il est impossible de séparer les deux problématiques – commerce d'un côté et droits humains de l'autre – comme le préconise le Conseil fédéral. La Suisse ne peut simplement plus se permettre de mener une politique incohérente où sa main droite économique ignore totalement ce que fait sa main gauche humanitaire. Il en va aussi de la crédibilité internationale de la politique extérieure de la Suisse. Si le Parlement ratifie l'accord cette année, la Suisse court le risque de saboter les efforts des autres Etats pour amener le gouvernement colombien à de réels progrès en matière de respect des droits humains.

Les organisations signataires demandent

- de voter un moratoire sur la ratification de l'accord de libre-échange entre l'AELE et la Colombie, jusqu'à ce que des progrès substantiels et durables aient été réalisés, en particulier dans les domaines suivants:

- Exécutions illégales et violences à l'égard de syndicalistes,
- Assassinats et déplacements d'indigènes et d'Afro-colombiens,
- Impunité à l'égard d'actes de violence,
- Respect des normes fondamentales du travail de l'OIT,
- Rétrocession des territoires acquis illégalement.

- de demander une étude d'impact d'un accord bilatéral de libre-échange global sur la situation des droits humains en Colombie, y compris des droits économiques, sociaux et culturels.

Les organisations signataires espèrent pouvoir compter sur votre soutien et vous transmettent leurs meilleures salutations.»

Plus: www.alliancesud.ch

Agrocarburants: un premier pas dans la bonne direction!

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national donne suite à une initiative parlementaire qui propose de décréter un moratoire de cinq ans sur l'importation des agrocarburants et des matières premières servant à leur production.

En octobre 2008, nous vous informions qu'Uniterre avait participé, au sein d'une plateforme nationale, à l'élaboration d'une demande de moratoire sur les importations d'agrocarburants. Une initiative parlementaire avait suivi. Elle avait été co-signée par plus de la moitié des parlementaires.

Début mai, la commission ad hoc du Conseil national a procédé à l'examen préalable de l'initiative parlementaire déposée par le conseiller national bâlois Rudolf Rechsteiner. Elle vise à décréter un moratoire de cinq ans sur l'importation des agrocarburants et des matières premières servant à leur production.

La majorité de la commission a approuvé l'objectif formulé par l'auteur

de l'initiative en ce qui concerne la politique de développement et estime que la culture des matières premières agricoles destinées à produire du carburant ne doit pas se faire au détriment de la production mondiale des denrées alimentaires.

Pour l'ensemble des membres de la commission, le droit à l'alimentation doit toujours primer sur la production d'agrocarburants. Par ailleurs afin d'encourager le développement durable de la production et du marché des carburants issus d'énergies renouvelables, la commission soutient également l'argument énergétique et l'argument environnemental développés dans l'initiative.

Par 16 voix contre 6, la commission a

donc décidé de donner suite à l'initiative.

Avec l'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2008 des modifications de la loi et de l'ordonnance sur l'imposition des huiles minérales, la Suisse est devenue le premier pays à avoir introduit des critères écologiques et sociaux pour la promotion des biocarburants. La commission souhaite vérifier comment une modification de la législation pourrait prendre en compte les demandes de l'initiative.

La commission homologue du Conseil des États va se pencher à son tour sur le même dossier.

Valentina Hemmeler Maïga

«Reclaim the Fields»

La prochaine réunion internationale du groupe de jeunes paysans européens aura lieu les 6 et 7 juin prochain à la ferme de Cravirola près de Montpellier, en France. Nous invitons des représentants jeunes paysan-ne-s et en phase d'installation de toutes les organisations à participer. Le thème principal de la réunion sera le campement européen et la rencontre internationale des jeunes de Via campesina en septembre 2009.

Contacts pour la Suisse:

Irène Anex: wendkuni@hotmail.com

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglisse et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ

☎ **026 913 79 84**

✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

Ekta Parishad

Une soirée d'information sur le mouvement Ekta Parishad a eu lieu le 13 mai à Genève. Rajagopal, président de ce mouvement qui compte plus de 200'000 adhérents et rassemble environ 11'000 associations, a témoigné de l'engagement d'Ekta Parishad et de la situation des paysans sans terre en Inde.

En 2007, Ekta Parishad a attiré l'attention internationale sur la problématique des paysans indiens sans terre quand 25'000 paysans ont entrepris de franchir 350 km à pied pour rejoindre la capitale Delhi. Cette marche d'un mois avait pour but de présenter leur revendication au gouvernement: la réforme agraire tout de suite! L'entreprise était titanesque: une voie de l'autoroute avait été réservée pour les marcheurs, qui étaient accompagnés par 5 ambulances. De plus, les 25 cuisines mobiles utilisaient chaque jour 5 tonnes de riz, 5 tonnes de farine, 2,5 tonnes de pommes de terre, 2,5 tonnes de lentilles, ½ tonne d'huile et 50 kilos de sel, tandis que 48 camions-citernes fournissaient l'eau.

L'Inde moderne a deux faces: l'une est la superpuissance nucléaire, spatiale et technologique avec une classe moyenne émergente qui a accès à la société de consommation. Elle est la 12^{ème} puissance économique. L'Inde est aujourd'hui le deuxième pays le plus peuplé au monde après la Chine et compte environ 1,1 milliard d'habitants. En termes de revenu par habitant, la banque mondiale classe l'Inde au 159^{ème} rang, pour la valeur réelle, sur 208 pays et territoires. L'autre face est rurale et représente 70% de cette population. En février 2008, le FMI estimait que plus de 300 millions de personnes (28%) vivaient en dessous du seuil de pauvreté.

L'agriculture indienne

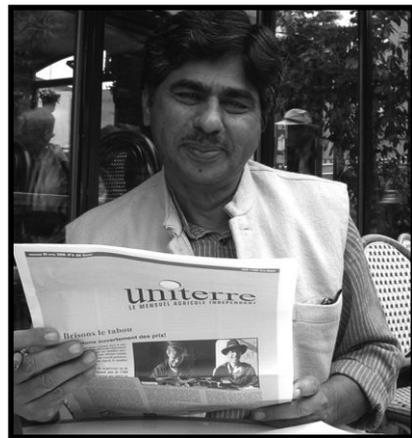
Actuellement l'Inde est le deuxième producteur agricole mondial. Malgré la baisse constante de la part agricole dans le produit national brut, l'agriculture (16,6%) reste le plus grand secteur économique et joue un rôle significatif dans le développement socio-économique général en Inde. L'Inde est le plus grand producteur de lait au monde, le deuxième pour le blé, le riz, le sucre, les cacahuètes et le poisson d'eau douce. Elle produit 10% de la production fruitière mondiale. La taille moyenne des fermes est inférieure à 2 ha.

La population indienne croît cependant plus rapidement que sa capacité de production de riz et de blé. Le système d'irrigation, très inégalitaire par ailleurs, se détériore et les infrastructures sont très mauvaises. L'illettrisme est très répandu et les services sont inadaptés pour les fermiers indiens.

L'Inde a été le premier producteur de riz et était autosuffisant en blé. Depuis la signature des traités de l'OMC, l'Inde est devenu importateur d'une cinquantaine de produits agricoles. Ce pays subit également la pression de la Banque Mondiale pour développer les

méthodes de production industrielles et déréguler encore plus les marchés agricoles. Les prix ont pourtant déjà été divisés par deux ou par trois. Alors que le revenu agricole suffisait à peine pour survivre, ce n'est aujourd'hui plus le cas. Les coûts des intrants ont augmenté de 300% depuis une quinzaine d'années. Entre 1997 et 2005, 150'000 fermiers, n'arrivant plus à nourrir leur famille, se sont suicidés. Soit un suicide paysan toutes les trente minutes. La situation est dramatique. Les problèmes principaux sont:

- le manque d'accès à la terre ou la concentration de celle-ci aux mains de sociétés agro-industrielles,
- les prix des produits agricoles en dessous du coût de production,
- l'imposition d'un modèle industriel ou d'une agriculture exclusivement basés sur le profit plutôt que sur la qualité de la nourriture et la sécurité alimentaire,
- la délocalisation de la production,
- le non-respect des droits humains, la répression des leaders paysans et des mouvements paysans,
- la dévalorisation du travail paysan.



Rajagopal, président d'Ekta Parishad.

Ekta Parishad

Ekta Parishad, le «forum de solidarité» est un mouvement non-violent créé en 1991 et actif dans 12 Etats indiens surtout au Centre et au Nord. Il veut promouvoir la démocratie villageoise et l'autosuffisance. Il est engagé dans la bataille contre l'exploitation, l'injustice et la pauvreté. Il s'oppose aux privatisations des ressources, telles que la terre, l'eau, les forêts ainsi qu'à la migration forcée et à l'exode rural. La réforme agraire est un objectif stratégique prioritaire qui comprend plusieurs axes: la redistribution, l'enregistrement, l'aide au développement, la régulation des marchés et la mise en place de pratiques agricoles durables à l'opposé de la «révolution verte».

Le mouvement vise donc à organiser la masse critique pour promouvoir le changement social. Par la formation d'animateurs locaux il organise les plus démunis pour qu'ils recouvrent leur dignité et revendiquent leurs droits. Le pouvoir populaire doit être continuellement organisé pour contrôler le pouvoir de l'Etat. De petits programmes économiques visent en même temps à améliorer les conditions de vie des populations et à fortifier leur organisation.

L'un des principaux succès de la marche Janadesh (le verdict du peuple) de 2007 a été la création d'un Conseil National de Réforme Agraire qui doit gérer la redistribution des terres au profit des plus démunis. L'autre succès c'est qu'en 2008 toutes les familles des peuples indigènes, qui représentent 8% de la population du pays, bénéficient dorénavant d'un droit reconnu de 4 ha de terre. Cependant il reste à inscrire cette victoire politique dans la réalité sur le terrain. Afin d'y parvenir le mouvement tire plusieurs leçons de son action:

- Les pauvres peuvent faire la différence par le combat pour la dignité. La pauvreté ne se change pas par la charité, mais par l'engagement et la lutte. Ainsi se crée la confiance en sa propre force, car la mauvaise distribution des ressources n'est pas une fatalité, elle n'est pas donnée par dieu ou par le karma, mais elle est le résultat de l'action des gens. Ainsi pendant trois ans, les 25'000 marcheurs se sont préparés à leur action en économisant une roupie et un bol de riz par jour. La pauvreté est le fait de ne rien avoir à perdre, mais c'est aussi une richesse culturelle, sociale et une proximité avec la nature. Profiter de la richesse des yeux, des oreilles, de la langue pour utiliser ce dont on dispose plutôt que de pleurnicher sur ce que l'on n'a pas. Dans les riches pays occidentaux, il faut inversement reconstruire des liens communautaires, la société industrielle ayant réduit les gens à des individus seuls face à l'Etat.

- Les jeunes peuvent faire la différence. Ekta Parishad mène une campagne importante de formation des jeunes pour les amener à se responsabiliser et faire face à un ordre presque féodal dans les villages où la corruption règne en maître. Il s'agit de redonner confiance aux producteurs de nourriture. La formation comprend également une connaissance des lois. Il existe de nombreuses lois qui sont bonnes, mais qui ne sont pas appliquées (droits, égalité salaires hommes/femmes, loi sur la réforme agraire, etc). Il est important d'être préparé aux conséquences d'une action face à un pouvoir hostile, face à

la résistance et à la répression. L'organisation a la responsabilité d'assumer un soutien légal et financier.

- La non-violence peut fonctionner alors que certains pensent que face à la globalisation, il faut répondre par une action violente. Par l'action collective nous créons le conflit. Sans conflit rien ne change. La question est de savoir combien de conflits il faut créer en étant capable de les contrôler? Nous avons tous un potentiel de colère. La colère est une énergie puissante. Comment utiliser la colère pour changer les réalités, pour une action commune? Il y a des gens qui veulent supprimer la colère, mais la colère n'est en soi ni positive ni négative, il s'agit de la canaliser pour une action collective.

- L'importance de la solidarité. L'exemple d'un petit groupe des tribus nomades «devar» nous montre comment un petit groupe de 25 familles peuvent initier un changement à partir du moment où ils ont décidé d'une action commune. Ces familles ont campé 3 jours et fait la grève de la faim devant un palais gouvernemental parce que leur village avait été détruit. Ils ont obtenu gain de cause et, avec le soutien de l'organisation, ils ont pu améliorer leur condition de vie. Au niveau plus général, la solidarité internationale est importante pour qu'une action soit couronnée de succès. L'exemple de la lutte et de l'organisation d'Ekta Parishad peut inspirer les luttes paysannes dans les sociétés industrielles et réciproquement. Le mouvement indien a besoin du soutien tant politique que matériel des pays riches. Ainsi, le gouvernement indien, sous pression populaire, a joué un rôle important pour faire échouer les dernières négociations de l'OMC.

- Ekta Parishad prévoit d'organiser en 2012 une nouvelle marche avec 100'000 personnes pour appuyer ses revendications. Les 3 ans de préparation qui vont mobiliser des milliers de villageois ainsi que l'internationalisation du mouvement seront plus importants que le nombre de participants et l'événement lui-même. Des contacts étroits se tissent ainsi avec le mouvement des sans terres brésiliens (MST) et La Via Campesina. Car les paysans de tous les pays du monde sont les premières victimes de la mondialisation. La nourriture n'est pas un acte mécanique, la relation entre la nourriture et la production est essentielle. Les multinationales ne doivent pas contrôler notre cuisine. Il est temps de retrouver la maîtrise de nos moyens de subsistance.

Rudi Berli

Pas de souveraineté alimentaire sans souveraineté sur les semences!

L'urgente nécessité de prendre en compte la problématique de la mainmise sur le vivant, accentuée par l'arrivée des OGM sur le plan international, et donc de la menace sur la souveraineté alimentaire, n'est pas encore reconnue par tous. En Suisse, il semble qu'un travail de sensibilisation reste à faire.

Le lien entre OGM et souveraineté alimentaire est facile à faire pour certains, moins évident pour d'autres. Les personnes qui y sont les plus sensibles sont celles et ceux qui vivent dans les berceaux de la biodiversité végétale, essentiellement dans l'hémisphère sud et qui, malgré cette richesse, se voient peu à peu dépossédés de leurs droits ancestraux d'échanger, semer, multiplier et vendre les semences locales. Les autres qui comprennent ce lien - malheureusement un peu tard - sont les paysans du continent nord américain qui souhaiteraient produire sans OGM et qui ne peuvent tout simplement plus le faire, encerclés qu'ils sont par des cultures transgéniques.

Pour relever l'importance du lien entre OGM et souveraineté alimentaire, citons un paysan de La Via Campesina qui s'exprimait à Bamako au Mali en 2007 lors de l'ouverture d'un atelier sur les semences paysannes et la souveraineté alimentaire: «Les semences sont le cœur de la société, de la diversité des peuples; c'est leur raison d'être et le commencement de la vie. La

souveraineté alimentaire commence à travers les semences. Par une défense non seulement politique, mais aussi par la défense de l'utilisation commune et publique de notre biodiversité. Pour cela la lutte contre la privatisation est fondamentale... La première chose à défendre c'est l'échange des semences issues de la biodiversité. L'échange est un acte contre la privatisation et il faut le développer». Paul Nicholson, Co-ordination Européenne Via Campesina.

La souveraineté alimentaire est un concept politique, élaboré par La Via Campesina: «La souveraineté alimentaire désigne le droit d'une population, d'une région ou d'un pays à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping de prix vis-à-vis de pays tiers». Un certain nombre de conditions sine qua non pour que des politiques basées sur le concept de souveraineté alimentaire voient le jour sont menacées par les OGM: l'accès libre aux semences doit être garanti, les paysans doivent pouvoir produire des aliments et les consommateurs choisir ce qu'ils veulent consommer, les prix agricoles

doivent couvrir les coûts de production.

Les OGM sont «protégés» par des brevets qui enlèvent tout accès libre aux semences. Ces dernières doivent être rachetées chaque année, le paiement de royalties est imposé aux utilisateurs, elles ne peuvent être ni échangées entre paysans, ni multipliées.

Au Canada, des paysans bio sont contraints d'abandonner des productions car ils ne peuvent plus garantir que leurs cultures soient libres d'OGM. Cela prouve que la coexistence est impossible et que le droit de produire des aliments est bafoué.

Il est très complexe de garantir la traçabilité des filières et certains acteurs rechignent à étiqueter les produits contenant des OGM, ou cherchent, par des seuils toujours plus élevés de tolérance, d'en faire accepter la présence. Ces pratiques démontrent que le consommateur ne peut choisir ce qu'il veut consommer.

Enfin, espérer obtenir des prix agricoles qui couvrent les coûts de production - dans un système agro-alimentaire qui concentre le pouvoir dans les mains de

quelques gros acteurs qui maîtrisent la filière de la semence jusqu'à l'assiette - est illusoire! Ce sont souvent les mêmes groupes ou leurs filiales qui produisent semences, produits chimiques, engrais et commercialisent ensuite la production.

En définitive, bien trop d'inconvénients: par les pratiques qui y sont liées, les OGM encouragent un modèle agricole productiviste, orienté vers une agriculture intensive, simplifiée et spécialisée qui favorise la surproduction et donc la baisse des prix agricoles, tout en réduisant la biodiversité agricole et en dépossédant les paysans et les consommateurs de leurs droits.

Valentina Hemmeler Maïga

Assemblée générale de StopOGM

le 23 juin 2009
à 19h30

Au restaurant le Cazard
15 Pré-du-Marché, à Lausanne
20h30 : Conférence sur le PNR 59

Goûts et saveurs: autoapprovisionnement

L'arrivée de la belle saison nous donne envie de préparer notre jardin potager, d'imaginer quels légumes y planter.

C'est également l'occasion de retourner fréquenter les marchés, de s'approvisionner directement chez les familles paysannes...

Mais la question reste toujours la même: comment apprêtez ces produits? De quelle manière les conserver? Trouvez des réponses dans un classeur «Goûts et saveurs à composer soi-même», un outil utile à la cuisine quotidienne. Vous y retrouverez le plaisir du «fait maison».

Chaque aliment correspond à un chapitre dans lequel vous trouverez l'ensemble des informations et recettes pour faire des conserves salées et sucrées, des confitures, des pains de toutes sortes...

AGRIDEA

Prix Fr. 65.- (TVA incluse) frais d'expédition en sus. AGRIDEA - Mme A. Maillard - par tél. 021 619 44 70, astrid.maillard@agridea.ch



Cassis de Dijon: la coupe est pleine...

Le Cassis de Dijon est à nouveau sur le devant de la scène depuis que le Conseil des Etats et le Conseil national se sont prononcés en faveur du principe. Quelques divergences entre les deux chambres doivent encore être corrigées lors de la session de juin. Selon toute vraisemblance, le Cassis de Dijon sera

alors adopté, seules quelques éventuelles adaptations peuvent être espérées. Par exemple de garantir l'indication d'origine des produits sur les étiquettes. L'éventualité d'un référendum est forte. Des organisations planchent sur cette option; Uniterre se positionnera au comité de juin. *VHM*

La Mobilière Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs aussi... Quoi qu'il arrive...

www.mobi.ch